Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 95 (1986)
Heft: 6

Artikel: Réfugiés : problème No 1
Autor: Seydoux, Yves
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-682247

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Réfugiés: problème N° 1

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un article paraisse relatif au problème des réfugiés et à ses prolongements, comme le racisme ou la xénophobie. Mais qu'en pensent précisément ceux qui sont chargés d' informer la population? Trois journalistes de Suisse alémanique répondent aux questions d'*Actio*[1].

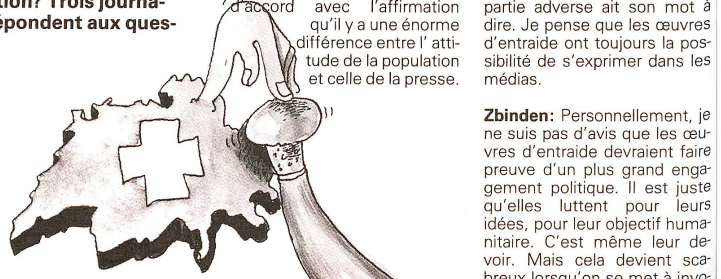
Propos recueillis par Yves Seydoux

«Actio»: A votre avis, qu'est-ce qui amène le plus souvent les journalistes à parler des problèmes des demandeurs d'asile?

Stamm: Je ne peux présenter que le point de vue d'un quotidien, puisque c'est là que je travaille. Et pour un quotidien, c'est l'actualité qui prime. Un jour, il s'agira de la discussion concernant la révision de la loi sur l'asile au sein du Conseil national. Le jour suivant, ce sera la conférence de presse donnée par la police de la ville au sujet du trafic d'héroïne des Tamouls ou encore l'arrivée d'un avion amenant des réfugiés du Vietnam ou de l'Extrême-Orient.

Rüttimann: Dans les médias, on cherche toujours à parler de l'inhabituel. Une situation d'urgence fera la une des journaux. Le choc de la misère des uns, totalement démunis, et l'opulence des autres, en l'occurrence nous, fait couler beaucoup d'encre. La presse veut rapporter ce qui sort de l'ordinaire; elle ne racontera donc pas qu'un chien a mordu un homme, mais qu'un homme a mordu un chien.

Zbinden: Trois points surtout ressortent dans nos articles. D'une part, il y a, dans le cadre des élections, les reportages sur le succès de l'Action Nationale, que l'on s'est empressé de mettre en rapport avec le problème des réfugiés et des demandeurs d'asile. Ensuite, de nombreux articles ont été écrits sur les débats à l'Assemblée fédérale concernant la révision des prescriptions et lois sur l'asile, en vigueur actuellement. Finalement, nous avons beaucoup parlé des réfugiés qui se sont rendus coupables de délits – récemment, il s'agissait des Tamouls trafiquants de drogue, par exemple. Voilà les trois thèmes qui nous ont amenés à parler de problèmes de réfugiés.



Souvent, on a l'impression que les médias ont une attitude plus positive que la population face à ce problème.

Stamm: Personnellement, je crois que la peur de l'étranger est répandue dans la population en raison du nombre élevé de réfugiés présents dans notre pays. Les journalistes, qui s'occupent de ce sujet de par leur profession, disposent d'une information meilleure, ce qui leur permet de maîtriser cette crainte.

Rüttimann: Souvent, les journalistes ont plus voyagé que le citoyen moyen et leur connaissance du monde leur permet de mieux comprendre le tiers monde et les gens qui en viennent. Et puis, l'homme de presse n'entre pas en contact direct avec le réfugié, comme c'est le cas de ceux qui travaillent directement avec des étrangers. Pour nous, les réfugiés ne sont pas des concurrents. Je peux comprendre que quelqu'un qui n'est pas sûr de pouvoir garder son emploi réagisse différemment. Pour les journalistes, il est facile d'avoir des rapports sans équivoque avec les réfugiés.

Zbinden: Quant à moi, je n'ai pas l'impression que la plupart des journalistes acceptent la situation telle qu'elle est aujourd'hui. Nous ne l'approuvons pas particulièrement non plus. Par contre, nous sommes d'avis qu'il faut traiter les réfugiés qui sont ici à présent comme des êtres humains, quelle que soit la décision prise à leur égard, qu'on accepte de les accueillir ou qu'on les renvoie chez eux. Mais je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'affirmation qu'il y a une énorme différence entre l' attitude de la population et celle de la presse.

Il me semble que votre attitude envers les œuvres d'entraide, dont les attributions comprennent entre autres l'assistance de réfugiés, est une arme à double tranchant. On leur reproche souvent un manque d'engagement politique.

Stamm: En fait, je vois le problème d'une manière différente. Je crois que la question des réfugiés menace de conduire à une polarisation, si ce n'est déjà fait: d'un côté, il y a certains groupements politiques et de l'autre, certains représentants des œuvres d'entraide qui, dans le feu de l'action, vont trop loin.

Rüttimann: Vous savez qu'on reproche souvent à la presse d'être le quatrième pouvoir. Je ne le crois pas mais je pense que nous avons une tâche régulatrice au sein de l'Etat. A l'étranger, le rôle de la presse est beaucoup plus marqué, surtout aux Etats-Unis (ex.: l'affaire du Watergate n.d.l.r.). Les journalistes estiment qu'il est de leur devoir de contrôler les autorités, aussi en ce qui concerne les réfugiés. Et c'est également vrai pour les œuvres d'entraide. Peut-être êtes-vous surpris de m'entendre dire qu'ils ont du pouvoir. Ils ont de l'argent ainsi qu'une certaine influence. Ils veulent s'assurer pour des raisons d'ordre humanitaire. J'estime qu'il y a là des limites à ne pas dépasser. Mais il me semble que les critiques faites aux œuvres d'entraide vont plutôt dans une autre direction actuellement. A une époque où le problème des demandeurs d'asile a pris une telle importance qu'il est devenu le problème de politique intérieure N° 1, ces œuvres d'entraide gênent un peu, naturellement, car elles vont à contre-courant et trouvent de ce fait relativement peu d'écho, ne touchent peut-être qu'une faible proportion de la population. On le voit par exemple à la progression de l'Action Nationale, au succès des Vigilants à Genève, etc. Cette tendance se répercute jusque dans la révision de la loi sur l'asile. La position des membres du parlement s'est durcie et la majorité favorable à une attitude de clémence envers les demandeurs d'asile a fondu.

Une question devient chaque jour plus actuelle: les réfugiés «traditionnels» se font supplanter de plus en plus par une migration moderne de réfugiés économiques.

Stamm: Personnellement, je suis convaincu qu'une telle migration a déjà commencé et nous en sentons ici les effets marginaux. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est si difficile de distinguer les «vrais» réfugiés des «faux». Cette migration existe et nous devons admettre que notre pays – situé dans une des plus riches régions du monde – exerce un grand attrait sur ceux qui doivent se contenter du minimum vital, voire de moins.

Rüttimann: Il y a quelques semaines, je suis allé au Burkina Faso, un Etat du Sahel, à cinq heures d'avion de Paris. Le Conseil fédéral venait d'augmenter le prix de l'essence de 2 ct., ce qui avait soulevé des vagues de protestation. Au Burkina les problèmes sont de vrais problèmes. De nombreuses familles, parfois même des familles de fonctionnaires, ont juste les moyens de prendre un repas chaud par jour. La viande est une denrée rare. Ces gens ne meurent pas de faim, mais ils doivent tous les jours lutter pour survivre. Dans quel sorte de monde vivons-nous? L'image traditionnelle du réfugié qui doit fuir un pays en guerre n'est plus conforme à la réalité. Je ne pense pas que le bateau soit plein. Nous Suisses voguons sur un paquebot de luxe et il n'est pas étonnant que des «boat people» rêvent de pouvoir y monter. Je repense à un débat au Conseil national: quelqu'un expliquait qu'il ne fallait pas vouloir vanter les mérites de notre pays dans le monde entier et s'étonner ensuite que la Suisse n'attire pas seulement les touristes mais aussi les pauvres. Sur ce point, la situation actuelle dans notre pays est le reflet d'un monde qui rétrécit. Nous devons réfléchir à la place que nous occupons sur cette planète et au rôle que nous voulons y jouer.

Zbinden: Je trouve que Jean-Pierre Hocké a en grande partie raison sur ce point. Il ne s'agit pas seulement d'un problème politique qui naît de la persécution et d'une menace réelle. Souvent, il s'agit de migrations de masses qui ne sont pas étrangères à des considérations d'ordre économique.

Les médias n'ont-ils pas véritablement provoqué le problème des demandeurs d'asile?

Stamm: Je ne pense pas que l'on puisse accuser la presse ou les médias. La presse ne «fait» pas les événements; elle ne fait que réagir à des évolutions et événements survenant au sein de la société. Si la population craint ces évolutions, cela se fera bien sûr sentir dans les médias.

Rüttimann: Le choix des informations est difficile. Nous ne pouvons pas rapporter tous les jours que tous les vols Swissair sont arrivés à destination et que tous les trains des CFF sont arrivés à l'heure. Mais nous parlerons par contre d'un retard important ou d'un accident d'avion. Comme nous mentionnons plutôt ce qui sort de l'ordinaire, cela montre qu'en Suisse, ce qui va mal est plutôt inhabituel. La situation précaire d'un grand nombre de réfugiés qui ne savent pas ce qui leur arrivera demain est quelque chose d'inhabituel, donc un sujet intéressant pour les médias. D'autre part, la présence de ces étrangers qui ont d'autres mœurs est sans aucun doute un gros problème pour de nombreux Suisses (pour les ouvriers plus que pour les intellectuels). Je trouve qu'il est juste qu'on en parle dans les médias.

Zbinden: En effet, le problème des réfugiés fait couler beaucoup d'encre et il est devenu le problème de politique intérieure N° 1. Il provoque beaucoup de remous, bien plus – et là, je dois vous donner raison – que ne le justifieraient les quelque dizaines de milliers de réfugiés qui sont dans notre pays. Nous vivons à une époque où l'automatisation se généralise et où le progrès technique, économique et social se développe à une vitesse prodigieuse. Alors, beaucoup de gens ne suivent plus le mouvement, ne sont pas capables de s'adapter à la nouvelle réalité. Ils perdent le sens des valeurs traditionnelles, de ce qu'ils respectaient et aimaient: en un mot, ils perdent un peu leur patrie. Et lorsque les gens perdent leur patrie, ne s'y sentent plus chez eux, l'étranger – et en particulier le demandeur d'asile d'une autre race et reconnaissable comme tel – est la cible idéale pour ce mécontentement, cette peur, cet égarement. La presse ne crée pas de courants; elle peut tout au plus les accélérer un peu, les encourager, ou alors les freiner. Mais nous les journalistes, quel que soit notre média, nous n'avons en aucun cas provoqué artificiellement la problématique du droit d'asile.

Que conseilleriez-vous aux œuvres d'entraide, qui sont constamment confrontées à ces problèmes, lorsqu'il s'agit de politique de l'information?

Stamm: Le meilleur conseil que j'aurais à leur donner serait de proposer à un représentant de la presse de les accompagner dans leur travail, pendant un jour ou une demi-journée, de l'emmener par exemple dans une des familles de réfugiés qu'elles assistent.

Rüttimann: La peur est une mauvaise conseillère. Je vous inviterais à informer ouvertement la population. En effet, les gens deviennent soupçonneux s'ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose. On a pu le constater à plusieurs reprises déjà. Vous devriez parler ouvertement avec les journalistes. Alors on vous croira.

Zbinden: C'est une question difficile car les œuvres d'entraide ne représentent qu'une partie dans la discussion politique actuelle. Le problème des réfugiés est devenu, comme je le disais tout à l'heure, la question de politique intérieure N° 1. Il n'est bien sûr pas facile d'aller à l'encontre d'une majorité – véritable ou apparente – pour lui inculquer des notions telles que la solidarité, l'humanité ou les droits de l'homme. Il ne reste qu'à mettre en pratique la politique du pas à pas (les petits ruisseaux font les grandes rivières), à s'appuyer sur des faits, à se mettre à disposition de la presse pour répondre aux questions des journalistes. Ce sera plus utile que de faire de grandes déclarations dans les journaux. Les représentants au parlement fédéral qui défendent votre cause doivent savoir qu'en dehors de l'opinion défendue par l'AN, il existe d'autres points de vue dans des milieux très divers. □

[1] Il s'agit de MM. Konrad Stamm («Der Bund»), Berne, Jean-Paul Rüttimann (Télévision suisse alémanique) et Jürg Zbinden («Blick»).